



DÉBATS DU SÉNAT

2^e SESSION • 41^e LÉGISLATURE • VOLUME 149 • NUMÉRO 23

L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

La formation et le développement
des compétences

Question de

l'honorable Claudette Tardif

Le jeudi 5 décembre 2013

LE SÉNAT

Le jeudi 5 décembre 2013

L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

LA FORMATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

L'honorable Claudette Tardif : Monsieur le leader, dans le discours du Trône, le gouvernement identifie une asymétrie entre chômeurs et emplois à pourvoir comme étant la principale lacune en matière de création d'emplois.

• (1410)

Je ne conteste pas que cet enjeu soit un problème. Cependant, des rapports récents de l'OCDE démontrent que le Canada fait face à des problèmes plus fondamentaux.

Une vaste étude publiée en octobre dernier par l'OCDE dans le cadre du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes révèle que les jeunes Canadiens se classent bien au-dessous de la moyenne en littératie et en mathématique, par rapport à 23 pays développés.

Si l'on compare les résultats à ceux d'une évaluation similaire menée en 2003, on constate que le Canada prend du recul. Une autre enquête de l'OCDE publiée cette semaine, qui s'intitule *Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves*, qui mesure les compétences et les connaissances des élèves âgés de 15 ans, démontre également que le Canada perd des plumes depuis une dizaine d'années, notamment en mathématique et en sciences.

Monsieur le leader, il est temps d'arrêter de se féliciter de la qualité de nos systèmes d'éducation et de reconnaître que les résultats régressent au lieu de s'améliorer. Quelle est la stratégie du gouvernement pour freiner ce recul inquiétant et pour s'assurer que le Canada prépare bien ses citoyens à réussir dans l'économie du savoir?

L'honorable Claude Carignan (leader du gouvernement) : Honorables sénateurs, comme vous le savez, il n'y a aucun autre gouvernement qui a fait plus pour les étudiants que celui-ci. Le taux d'inscription aux études postsecondaires au Canada affiche un niveau sans précédent, avec près de deux millions d'étudiants inscrits.

Nous avons amélioré les incitatifs pour augmenter le nombre de stages pour apprentis et de certificats pour les métiers spécialisés, et nous avons fourni davantage de prêts aux étudiants des collèges et des universités que le gouvernement libéral précédent afin qu'ils puissent financer leurs études postsecondaires.

Nous avons annoncé des programmes canadiens de bourses aux étudiants améliorés, dont 290 000 étudiants ont bénéficié, soit le double du montant qui avait été attribué à l'ancien système sous les libéraux. Le Programme d'aide au remboursement est venu en aide à 165 000 étudiants.

Je pense donc, madame la sénatrice, que le Canada fait figure de leader en matière d'éducation et est l'inspiration de nombreux autres pays. On devrait en être fier.

La sénatrice Tardif : J'aimerais poser une question complémentaire.

Le mois dernier, le président du Conseil canadien des chefs d'entreprise, John Manley, a identifié le recul du Canada en matière de formation et de compétences essentielles comme étant la plus grande menace à notre réussite économique. Il a demandé au gouvernement d'adopter une véritable stratégie nationale pour améliorer nos résultats.

M. Manley a dit ce qui suit :

[Traduction]

C'est presque ce que l'on pourrait appeler une crise nationale [...] Le secteur des ressources naturelles nous permet de payer le loyer, mais en soi, ça ne suffit pas. Il nous faut les compétences et les travailleurs du savoir pour vraiment assurer notre prospérité et consolider notre société [...] Les compétences que nous acquerrons contribuent énormément au nombre d'investisseurs que nous attirons et à la création d'emplois.

[Français]

Quelle est la stratégie du gouvernement par rapport à la question de la formation et des compétences pour nos jeunes et nos travailleurs?

Le sénateur Carignan : Je vais vous lire un article de La Presse Canadienne.

Évidemment, c'est un sujet pour lequel le Canada se classe parmi les meilleurs pays au monde et où il fait bon vivre selon le classement de l'OCDE; cela n'a donc pas suscité l'attention des médias durant six mois.

La Presse Canadienne. a écrit ce qui suit :

Le Canada figure en bonne place sur la liste des endroits au monde où il fait le mieux vivre, selon un rapport de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE).

Il côtoie l'Australie, la Suède, la Suisse, le Danemark, les États-Unis et la Norvège en tête de cette liste.

L'organisation basée à Paris ne donne pas une place plus spécifique aux pays, mais des autorités de l'OCDE ont affirmé que les pays qui se retrouvent en haut de la liste se sont classés dans les premiers 20 pour 100 pour les onze principaux critères évalués.

Parmi ces critères, on retrouve le salaire, l'emploi, la santé, l'hébergement, les possibilités d'instruction et la scolarisation, l'équilibre entre travail et vie personnelle, et la sécurité.

Le Canada obtient les plus hautes notes grâce à un taux de chômage peu élevé à long terme, ses conditions de santé, l'hébergement, l'éducation et les compétences, les contacts sociaux, le bas niveau de criminalité et le niveau de satisfaction général.

La sénatrice Tardif : Il y a des lacunes importantes au Canada dans l'élaboration des politiques en matière de formation et d'apprentissage, ainsi qu'un manque de données fiables nous permettant de comparer les forces et les faiblesses de différents systèmes d'éducation et de formation au Canada.

Cette situation a été exacerbée en 2010, quand le gouvernement a éliminé le financement du Conseil canadien sur l'apprentissage, qui compilait de l'information importante sur l'éducation au Canada et qui l'analysait à la lumière des indicateurs de l'OCDE.

Permettez-moi de citer M. Paul Cappon, ancien président-directeur général du Conseil canadien sur l'apprentissage, qui commentait les récents rapports de l'OCDE comme suit :

[Traduction]

Non seulement le Canada est, tout au plus, médiocre, nous comprenons maintenant que l'avenir de l'éducation au Canada, et donc notre prospérité à venir, est plus incertain que jamais.

Les systèmes d'éducation au Canada refusent de se mesurer et de se comparer les uns aux autres, nous permettant ainsi de « rester ignorants ou, pire encore, de prétendre que nous sommes des chefs de file mondiaux ».

Nous voulons toujours être un chef de file. C'est la première fois que j'entends cela.

Pourquoi se soucier des éléments de preuve? La complaisance est autosuffisante.

Voilà qui semble être un mot clé pour le gouvernement.

[Français]

Étant donné le recul du Canada dans le domaine de l'éducation, que fera le gouvernement et comment pouvons-nous nous assurer d'obtenir des données fiables afin de mettre en œuvre des politiques pour le bien des Canadiens?

Le sénateur Carignan : Sénatrice Tardif, je suis en désaccord avec votre prémisse, mais, comme je l'ai expliqué tout à l'heure, nous allons continuer de travailler pour améliorer les incitatifs pour augmenter les stages, entre autres pour les apprentis et pour les certificats de métiers spécialisés.

Nous allons continuer à travailler pour les études postsecondaires et nous allons continuer d'améliorer et de réparer le bilan des libéraux qui ont effectué des compressions dans le cadre des transferts aux provinces, particulièrement en matière de transferts pour les études postsecondaires. Nous avons donc dû augmenter de 44 p. 100 le Transfert canadien en matière de programmes sociaux. Nous allons continuer à construire avec les jeunes Canadiens un avenir meilleur.
